

Quand la France s'enfoncé dans la crise sociale et politique

lundi 13 octobre 2014, par [SABADO François](#) (Date de rédaction antérieure : 1er octobre 2014).

Le deuxième gouvernement Valls a obtenu la « confiance » de l'assemblée nationale, mais sans majorité absolue. Une cinquantaine de députés PS, verts et radicaux se sont abstenus. Onze députés du Front de gauche ont voté contre. Depuis 50 ans, aucun vote de confiance n'avait donné lieu qu'à une majorité relative. Ce gouvernement est en sursis.

Sommaire

- [Une crise politique ouverte](#)
- [Les divisions de la droite et](#)
- [Le spectre de l'effondrement](#)
- [Et le Front de gauche ?](#)
- [Des pistes pour un programme](#)

La récession voire la déflation pèse sur l'activité économique. Le chômage avoisine les 6 millions de personnes et la pauvreté en touche près de 9 millions. Le pouvoir d'achat de millions de salariés recule sous les effets du blocage des salaires et de l'augmentation des impôts pour la majorité des foyers imposables. L'Europe comme le pays s'enfoncent dans la crise économique.

Cette situation provoque aujourd'hui aujourd'hui, dans des dizaines de quartiers populaires, des processus de décomposition sociale. La réponse de l'équipe au pouvoir à ces convulsions, c'est l'approfondissement du cours néolibéral et la préparation d'une politique autoritaire. Ce gouvernement est l'expression politique d'une alliance directe avec le patronat dans le cadre du « pacte de responsabilité ».

En un mois, depuis l'annonce de sa composition, les mesures décidées comme les déclarations de ministres, témoignent de cette orientation : abandon de l'encadrement des loyers mis en place par la loi Duflot, déréglementation du travail, libéralisation du travail le dimanche, suppression des seuils sociaux et de la représentation syndicale dans les petites entreprises, renforcement du contrôle des chômeurs. Tout cela prolongeant la clameur de Valls devant un parterre de patrons au Medef : « j'aime l'entreprise. » Cette austérité est sans précédent car à la différence des politiques de la fin des années 1970 ou des années 1980, l'offensive néolibérale actuelle vise à détruire ce qui reste d'acquis ou de conquêtes sociales arrachées depuis 1944-45.

Dans la compétition mondiale qui fait rage entre les Etats-Unis, les pays dits émergents dont la Chine et le « noyau dur » de l'Europe, les classes dominantes européennes et la bourgeoisie française ont décidé de casser le « modèle social européen » ou ce qu'il en reste : l'objectif est de baisser les salaires entre 20 et 30 % comme en Grèce, en Espagne ou au Portugal. Cela passe par le blocage ou la diminution des salaires, mais aussi par l'allongement du temps de travail. Le ministre-banquier, Macron, a déjà déclaré que des accords d'entreprise devraient remettre en cause les 35 heures. L'agenda social du patronat et du gouvernement est de poursuivre le démantèlement de la sécurité sociale, de faire exploser les conventions collectives et le code du travail en donnant la

primauté aux accords d'entreprises et de réduire les services publics, notamment dans les collectivités locales et territoriales. Jusqu'à cette étape, la réalité de l'économie et de la société française - de la cinquième puissance mondiale - avait amorti le choc des contre-réformes en comparaison avec la situation des pays d'Europe du Sud, mais les exigences du patronat comme les choix actuels du gouvernement indiquent qu'ils vont passer à la vitesse supérieure.

Une crise politique ouverte

La source de la crise politique, c'est ce changement historique mené par les gouvernements successifs qui ont détruit brutalement les conditions de travail et de vie de millions de gens. Comme l'indique le constitutionnaliste Dominique Rousseau, *« on invoque toujours le bouclier institutionnel. Mais il risque de ne plus fonctionner, menacé par plusieurs crises - économique, sociale, morale et politique - qui se cumulent et ont croisé une fracture profonde entre gouvernants et gouvernés. La panne de l'ordre institutionnel, la décomposition du système politique sont les symptômes de cette crise général de l'ordre social. »*

L'effet corrosif de la crise économique vis-à-vis des institutions et de l'Etat est aussi fort que celui de l'instabilité politique de l'après-guerre et de la décolonisation en 1958. La crise de représentation éclate au grand jour. La base sociale et politique du gouvernement est des plus rétrécie. La politique de Hollande et Valls est minoritaire dans le pays, dans la gauche et dans le Parti socialiste. Les institutions de la V^e République permettent encore à François Hollande de gouverner, mais elles ne masquent plus la réalité des rapports de forces réels dans le pays. L'hypothèse d'un gouvernement qui se retrouverait minoritaire à l'assemblée nationale ne peut plus être écartée. A partir de là, deux hypothèses sont possibles : un nouveau gouvernement socialiste dont le centre de gravité tournerait autour de personnalités comme Aubry, Cambadélis ou Bartolone, et la dissolution de l'Assemblée nationale. La menace d'une dissolution peut contraindre les députés socialistes à s'aligner, d'autant que dans la situation actuelle de nouvelles élections consacrerait, très certainement, une large victoire de la droite et de l'extrême droite et un processus de dislocation du PS. Mais les députés socialistes savent aussi que Hollande et Valls les entraînent vers l'abîme. La confiance a été votée, mais jusqu'à quand une telle situation peut-elle tenir ?

Les divisions de la droite et la pression du Front national

La crise politique s'accompagne d'une poussée du Front national qui se fait sentir dans la vie politique mais aussi dans la société. Les sondages sont à relativiser, surtout plus de deux ans avant l'élection présidentielle, mais pour la première fois Marine Le Pen est donnée en tête au premier tour, avec près de 27 %, alors que le candidat du PS ne parviendrait pas au deuxième tour.

Paradoxalement, cette nouvelle percée du FN contribue à créer les conditions d'une division de la droite qui pourrait amortir la descente aux enfers du PS ; division dans un dégradé de positions entre un courant autoritaire populiste, essayant de contenir l'extrême droite en reprenant une partie de sa politique - incarné par Sarkozy -, et une alliance de la droite et des « centres » - représentée par Juppé - s'orientant vers une politique d'union nationale sous la houlette de l'Union européenne et de la coalition allemande CDU-SPD.

Nous n'en sommes pas là. Les institutions et le mode de représentation empêchent à ce jour la formation de coalition d'union nationale. Mais là aussi, des modifications de scrutin, notamment en instillant de la proportionnelle, pourraient ouvrir la voie d'une telle solution. En attendant, les divisions de la droite continuent à la miner.

Le spectre de l'effondrement et de l'éclatement du PS

Mais une question se pose : pourquoi une telle brutalité dans les choix de Hollande et la politique de Valls ? La trajectoire « sociale-libérale » du Parti socialiste n'est pas nouvelle. Son intégration dans les sommets de l'Etat et du capital financier est avérée depuis plusieurs années. Son processus de transformation de parti social-démocrate en une sorte de « parti démocrate à l'américaine » est bien avancé. Mais cela ne suffit pas à Valls, pour qui le PS reste « trop à gauche ». Les quelques traces de son histoire qui travaillent les contradictions de ce parti doivent être éliminées. Rappelons-nous les déclarations de Valls, il y a quelques années, en faveur de l'abandon du nom « socialiste ».

Qui peut dire, alors, ce que sera la situation du PS dans les semaines ou les mois qui viennent ? Jusqu'à maintenant, un processus comparable à celui du PASOK - le Mouvement socialiste panhellénique, qui s'est effondré - semblait exclu, mais les choix de l'équipe Hollande-Valls peuvent provoquer un effondrement de ce PS.

A ce stade, les fragmentations ne débouchent pas sur des courants de gauche. Une des variantes à envisager face à l'échec de Hollande-Valls serait une réorganisation de l'appareil socialiste, avec Martine Aubry ou d'autres qui se profilent comme étant « plus à gauche » que la direction actuelle. Mais tous, jusqu'à ce jour, ont accepté les politiques d'austérité. D'ailleurs, les « frondeurs » divers et variés ont tous soutenu - voire participé - au gouvernement qui a adopté la ligne du « pacte de responsabilité », cet accord scélérat avec le patronat. Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, avait occupé les avant-postes dans cette politique. Il n'empêche qu'une telle crise provoque des tensions, des questionnements, des possibilités de dialogue avec des militants socialistes qu'il faut suivre précisément.

Et le Front de gauche ?

Cette crise politique gouvernementale risque aussi d'accélérer les tensions et les fractures au sein du Front de gauche. La formule initiale du Front de gauche est « caduque ». Un coup terrible lui a été porté par le choix des dirigeants du PCF de s'allier, lors des élections municipales de mars 2014, dans les principales villes avec le Parti socialiste. Le PCF cherche éperdument à reconstruire une nouvelle union de la gauche avec les « frondeurs », les ex-ministres... et, pourquoi pas demain, Martine Aubry ?

Quant à Jean Luc Mélenchon il vient de démissionner de la direction du Parti de gauche pour jeter les jalons d'un mouvement pour la VI^e République... autour d'un projet qui ressemble déjà à une future candidature pour la prochaine élection en 2017. Comment prétendre lutter pour la démocratie et regrouper autour d'un projet personnel ? La crise de représentation politique peut réserver des surprises, mais si Chavez a eu un rôle progressiste contre l'impérialisme américain dans les conditions historiques spécifiques de l'Amérique latine, un projet de type « chaviste » peut-il constituer, dans l'Europe de ce début de XXI^e siècle, une réponse à la crise ?

Des pistes pour un programme d'urgence social et démocratique au service des travailleurs

Dans ce décalage entre la réalité du pouvoir et celle des rapports de forces sociaux réels, les tensions sociales et politiques ne peuvent que s'exacerber et une explosion sociale ou démocratique peut survenir à n'importe quel moment et sur n'importe quelle question. Les manifestations racistes ou réactionnaires ne sont pas non plus à écarter. Lorsque les classes dominantes et les appareils

traditionnels ne peuvent plus régler les problèmes brûlants de la situation par les méthodes parlementaires, alors c'est l'irruption des jeunes, des classes populaires qui est à l'ordre du jour.

La question sociale reste au centre de la situation politique. Toute la politique économique et sociale du gouvernement doit être rejetée, en commençant par le « pacte de responsabilité » et le budget qui met en application les cadeaux au patronat et les attaques contre les services publics et la sécurité sociale. La crise est telle que ce qui est à l'ordre du jour, ce n'est pas un replâtrage ou un saupoudrage du pacte de solidarité avec le Medef, mais un programme d'urgence au service des travailleurs et travailleuses ainsi que du plus grand nombre : interdiction des licenciements, augmentation du Smic et des salaires, création massive d'emplois publics, défense des 35 heures et réduction du temps de travail, défense de la sécurité sociale, nationalisation des secteurs clés de l'économie sous contrôle des salariés, planification socio-écologique, annulation de la dette illégitime, rupture avec les traités européens. Cela doit s'accompagner d'une préparation pour une confrontation avec les marchés financiers et l'Union européenne.

La crise politique exige aussi des réponses démocratiques radicales. Pour dénouer cette crise politique, il faut donner la parole au peuple, mais la question n'est pas de remplacer une majorité par une autre dans le cadre des mêmes institutions et des mêmes politiques d'austérité engagées par la droite ou la gauche dite traditionnelle. Il faut un grand chambardement institutionnel : un démantèlement des institutions de la V^e République, en finir avec l'élection d'un président de la République, comme avec le mode de scrutin majoritaire à deux tours. Plus largement, la crise actuelle de représentation politique exige la rupture avec les institutions actuelles et l'ouverture d'un processus constituant qui mette au centre la « démocratie réelle » : des assemblées élues au suffrage universel de la commune au niveau national, qui décident de toutes les questions politiques, sociales et économiques. Les marchés capitalistes ne doivent plus primer sur la démocratie. C'est au peuple et à ses représentants de décider, pas aux banquiers et capitaines d'industrie ! C'est ce que les anticapitalistes défendraient dans un tel processus. Cette nouvelle démocratie doit aussi s'accompagner d'une représentation proportionnelle de tous les courants et positions politiques. Un processus de déprofessionnalisation de la politique doit être engagé. Les revenus des élus ne doivent pas dépasser le salaire moyen du pays. Le cumul des mandats doit être exclu. Les citoyens doivent être régulièrement consultés, au niveau où les décisions sont prises, dans des assemblées ou par référendum. Bref, « une démocratie du peuple par le peuple et pour le peuple ».

La jeunesse et les travailleurs doivent préparer le renversement de ce gouvernement par leurs propres méthodes de lutte. De nouvelles générations, comme celles apparues lors des grèves à la SNCF, montrent que les salariés, lorsque les conditions pour la lutte sont réunies, résistent aux attaques gouvernementales et patronales, même s'il peut y avoir un décalage substantiel entre la combativité et une conscience politique anticapitaliste. Les manifestations contre l'agression israélienne à Gaza témoignent aussi de la mobilisation d'un secteur de la population des quartiers populaires. Le 12 avril dernier, une coalition de syndicats, d'associations, de partis a rassemblé des dizaines de milliers manifestants contre les politiques d'austérité. Il faut souligner que dans ces mobilisations, le NPA, avec d'autres, a eu un rôle positif. Il faut maintenant redoubler dans cette voie unitaire et rassembler toutes celles et tous ceux qui veulent s'opposer, à gauche, à la politique du gouvernement, sur des objectifs et des revendications concrètes, comme le refus du budget Hollande-Valls. Tout pas en avant pour la mobilisation populaire doit être soutenu.

Mais il ne faut pas, une fois de plus, retomber dans les ornières de combinaisons « plus à gauche », mais qui restent dans le cadre des politiques d'austérité et/ou des institutions actuelles. Face à la crise politique, qui désoriente et démobilise le peuple de gauche, il faut l'action et la discussion communes, mais pas pour se retrouver à la remorque d'ex-ministres qui - il y a peu - soutenaient le pacte de responsabilité. Ni l'abstention ni le suivisme vis à vis des parlementaires abstentionnistes ne peut constituer une alternative à Valls. L'efficacité contre le patronat, les droites et l'extrême-

droite, c'est la rupture avec toutes les politiques d'austérité et l'indépendance nette vis-à-vis du Parti socialiste et de toutes les forces qui s'allient avec lui.

François Sabado

P.-S.

* Paru dans la Revue L'Anticapitaliste n°58 (octobre 2014). <http://www.npa2009.org/>